

**Interreg**



Cofinancé par  
l'Union Européenne  
Cofinanziato  
dall'Unione Europea

**France – Italia ALCOTRA**

# **3ème appel à projets simples 3° bando per progetti singoli**

## **FAQ**

05/07/2024

*Cette FAQ est un outil d'appui aux porteurs de projets.*

*Les réponses contenues dans le présent document présentent l'avis du Secrétariat conjoint ALCOTRA sur la base des informations connues, des éléments transmis par le bénéficiaire et des textes juridiques applicables et n'est valable que pour la question précise qui a été posée. Les références juridiques sont précisées dans les réponses fournies. Les réponses qui découlent d'une interprétation du droit par le SC ne sont pas opposables. En effet, l'avis des instances de contrôle du Programme pourrait s'avérer différent et il est rappelé que seul le juge administratif national et la Cour de Justice de l'Union Européenne sont compétents pour interpréter le droit.*

-----  
*Questa FAQ è uno strumento di supporto per i beneficiari.*

*Le risposte contenute in questo documento presentano il parere del Segretariato congiunto ALCOTRA sulla base delle informazioni note, degli elementi trasmessi dal beneficiario e dei testi giuridici applicabili e sono valide solo per la domanda specifica che è stata posta. Le risposte derivanti da un'interpretazione della normativa potrebbero non essere condivise dalle altre istanze di controllo del Programma. In effetti, il parere degli organi di controllo del Programma potrebbe essere diverso e si ricorda che solo il giudice amministrativo nazionale e la Corte di giustizia dell'Unione europea sono competenti per l'interpretazione della normativa.*

Les partenaires doivent-ils disposer de la personnalité juridique ?

I partner devono avere personalità giuridica?

Conformément au Manuel du Programme chapitre C.1.1.1 : « *Tous les membres du partenariat d'un projet ALCOTRA sont reconnus comme bénéficiaires de la subvention FEDER au sens de l'article 2.9 du règlement (UE) 2021/1060, c'est-à-dire comme un organisme public ou privé doté de la personnalité juridique responsable du lancement ou à la fois du lancement et de la mise en oeuvre des opérations.*

*Tous les membres du partenariat doivent disposer de la personnalité morale/capacité juridique. La participation de personnes physiques en qualité de partenaire n'est pas autorisée. »*

Dans le cas d'un partenaire associé qui n'apparaît donc pas comme partenaire du projet et qui ne dispose pas de budget pour conduire des activités, il n'est pas nécessaire que le partenaire associé dispose de la personnalité juridique car il n'est pas bénéficiaire des fonds FEDER. Sa participation a notamment pour objectif d'élargir le réseau de coopération, de favoriser la capitalisation des résultats, etc.

In conformità al capitolo C.1.1.1 del Manuale del Programma: “*Tutti i membri del partenariato di un progetto ALCOTRA sono riconosciuti come beneficiari della sovvenzione FESR ai sensi dell'articolo 2.9 del regolamento (UE) 2021/1060, ossia come un ente pubblico o privato con personalità giuridica responsabile dell'avvio o contemporaneamente dell'avvio e dell'attuazione delle operazioni.*

*Tutti i membri del partenariato devono avere personalità/capacità giuridica. Non è ammessa la partecipazione di persone fisiche in qualità di partner.”*

Nel caso di un partner associato che non appare quindi come partner del progetto e che non dispone di un budget per svolgere le attività, non è necessario che il partner associato abbia personalità giuridica in quanto non è un beneficiario di fondi FESR. Lo scopo principale della sua partecipazione è estendere la rete di cooperazione, incoraggiare la capitalizzazione dei risultati, ecc.

<p>Un projet spécifique peut-il être présenté par une entreprise basée en Italie et une autre entreprise basée en France, toutes deux situées sur le territoire éligible, mais faisant les deux parties du même Groupe industriel ?</p> <p>Existe-t-il d'autres possibles limitations d'éligibilité en ce qui concerne la participation ou le contrôle exercé par de la société holding ou par des autres actionnaires ordinaires ?</p> <p>-----</p> <p>Un progetto specifico può essere presentato da una società con sede in Italia e da un'altra società con sede in Francia, entrambe situate nel territorio eligibile, ma facenti entrambe parte dello stesso Gruppo industriale ?</p>	<p>Conformément à l'article 23 du règlement (UE) 2021/1059, et au Manuel du Programme, les projets ALCOTRA associent au moins un partenaire des deux pays, France et Italie.</p> <p>En l'espèce, un projet présenté par 2 sociétés légalement établies dans les 2 Etats-membres mais contrôlées par une seule et même société holding ne répond pas selon nous au critère de partenariat requis par la réglementation Interreg et par le Programme ALCOTRA.</p> <p>S'agissant en réalité d'un même et unique partenaire, la valeur ajoutée transfrontalière du projet ne serait par ailleurs pas démontrée.</p> <p>S'agissant de bénéficiaires présents sur le marché concurrentiel, il convient également de noter l'application du droit de la concurrence et de la réglementation en matière d'aide d'Etat qui impose de consolider les aides perçues au niveau du groupe afin d'évaluer si le montant des aides perçues dans le passé est conforme à la réglementation.</p> <p>-----</p> <p>Ai sensi dell'articolo 23 del Regolamento (UE) 2021/1059 e del Manuale del Programma, i progetti ALCOTRA devono coinvolgere almeno un partner di entrambi i Paesi, Francia e Italia.</p> <p>Nel caso specifico, un progetto presentato da due società legalmente basate nei due Stati membri ma controllate da un'unica holding non soddisfa, a nostro avviso, il criterio di partenariato richiesto dai regolamenti Interreg e dal Programma ALCOTRA.</p>
---	--

<p>Esistono altre possibili limitazioni di ammissibilità rispetto alla partecipazione o al controllo esercitato dalla società controllante o da altri azionisti ordinari?</p>	<p>Trattandosi di fatto di un unico partner, il valore aggiunto transfrontaliero del progetto non sarebbe dimostrato.</p> <p>Nel caso di beneficiari presenti sul mercato concorrenziale, va notato che si applicano la legge sulla concorrenza e i regolamenti sugli aiuti di Stato, che richiedono il consolidamento degli aiuti ricevuti a livello di gruppo per valutare se l'importo degli aiuti ricevuti in passato è conforme ai regolamenti.</p>
<p>Seuls les organismes publics peuvent-ils participer à l'appel ?</p> <p>---</p> <p>Possono partecipare al bando solo enti pubblici?</p>	<p>Les types de bénéficiaires éligibles au financement varient en fonction de l'Objectif Spécifique (OS) au titre duquel le projet est soumis. Ces catégories sont listées dans le document de présentation générale du <a href="#">Programme Opérationnel</a> (au chapitre 2 et ses sous-chapitres), pour chaque OS, sous la rubrique « Principaux groupes cibles ».</p> <p>Tous les OS prévoient la participation de bénéficiaires de droit public et privé.</p> <p>---</p> <p>Le tipologie di destinatari dei finanziamenti variano in base all'Obiettivo Specifico (OS) nell'ambito del quale il progetto viene presentato. Tali categorie sono elencate nel documento generale di presentazione del <a href="#">Programma operativo</a> (al capitolo 2 e relativi sottocapitoli), per ciascun OS, alla voce "Principali gruppi di destinatari".</p> <p>Tutti gli OS prevedono la partecipazione di beneficiari di diritto pubblico e privato.</p>
<p>1) Si un projet a déjà été soumis dans le passé sans être sélectionné, peut-il être soumis à nouveau sous le même nom ?</p> <p>2) si la réponse 1) est positive, si la documentation signée l'année dernière (résolution de l'organe compétent, lettre de mandat, budget,</p>	<p>1) Oui, un projet déjà soumis lors d'un appel précédent sans avoir été sélectionné peut être présenté à nouveau sous le même nom.</p> <p>2) Les pièces annexes demandées au formulaire de candidature doivent être de nouveau déposées pour le nouveau projet. Plusieurs</p>

<p>déclaration d'organisme public, déclaration de TVA, déclaration de cofinancement, statuts, etc.) par les partenaires contient toutes les informations requises par l'appel à propositions peut encore être considérée comme valide ou doit être remplie à nouveau ?</p> <p>3) Si l'option 1 est choisie (frais de personnel simplifiés 20% des frais réels et frais de bureau et d'administration 15% des frais de personnel), des pièces justificatives doivent-elles être présentées ? Si oui, lesquelles et dans quelle mesure par rapport aux chiffres totaux ?</p> <p>4) Les retenues à la source des professionnels (par exemple les journalistes) qui travaillent sur un projet de manière continue pendant trois ans peuvent-elles être considérées comme des frais de personnel ?</p> <p>---</p> <p>1) se un progetto è già stato presentato in passato senza essere selezionato, può essere ridepositato con lo stesso nome?</p> <p>2) qualora la risposta 1) fosse positiva, se la documentazione firmata lo scorso anno dai partner (deliberazione dell'organismo competente, lettera di mandato, budget, dichiarazione ente pubblico, dichiarazione IVA, dichiarazione di cofinanziamento, statuti, ecc...) contiene tutte le informazioni richieste dal bando può essere ritenuta ancora valida o deve essere nuovamente compilata?</p>	<p>annexes ayant été modifiées entre les 2 appels, il est nécessaire de signer à nouveau les attestations requises. S'agissant des délibérations approuvant le projet et son montant, il revient à chaque bénéficiaire d'apprécier la validité juridique de leur acte au regard du nouvel appel à projets.</p> <p>3) Les bénéficiaires ne sont pas tenus de transmettre les justificatifs des dépenses calculées sur base forfaitaire (voir Manuel du programme, chapitre C 1.3.2). Toutefois, en cas de choix de l'option 1, pour avoir droit au remboursement du montant forfaitaire il est nécessaire que la catégorie de coûts existe. Ceci peut être démontré en téléchargeant un document comptable ou non comptable prouvant l'existence desdites dépenses, une fois pendant la durée de vie du projet, de préférence à la date de la première remontée. Cela s'applique pour les frais de personnel et pour les frais de déplacement et d'hébergement (Voir le Guide sur l'éligibilité des dépenses)</p> <p>4) Les retenues à la source de professionnels (journalistes) travaillant sur un projet ne peuvent pas être considérées comme des frais de personnel. En effet, dans le cas de l'option 1, cette catégorie de coûts est déjà couverte par le forfait de 20%.</p> <p>---</p> <p>1) Sì, un progetto già presentato in un bando precedente senza essere selezionato può essere ripresentato con lo stesso nome.</p> <p>2) Gli allegati richiesti nel formulario di candidatura devono essere ridepositati per il nuovo progetto. Poiché diversi allegati sono stati modificati tra un bando e l'altro, i documenti richiesti devono essere firmati nuovamente. Per quanto riguarda le deliberazioni di approvazione del progetto e del suo importo, spetta a ciascun</p>
--	--

<p>3) nel caso di scelta dell'opzione 1 (costi semplificati per il personale 20% dei costi reali e per le spese d'ufficio e amministrative 15% delle spese per il personale) devono esserci dei documenti giustificativi da rendicontare? Se sì quali e in che misura rispetto al totale delle cifre? Ritenute d'acconto di professionisti (es. giornalisti) che lavorano con continuità nei tre anni al progetto possono essere considerate spese di personale?</p> <p>4) Ritenute d'acconto di professionisti (es. giornalisti) che lavorano con continuità nei tre anni al progetto possono essere considerate spese di personale?</p>	<p>beneficiario valutare la validità legale dei propri atti, in funzione del nuovo bando.</p> <p>3) I beneficiari non sono tenuti a presentare documenti giustificativi per le spese calcolate su base forfettaria (cfr. Manuale del programma, capitolo C 1.3.2). Tuttavia, se si sceglie l'opzione 1, per avere diritto al rimborso dell'importo forfettario la categoria di spesa deve esistere. Ciò può essere dimostrato caricando un documento contabile o non contabile che attesti l'esistenza di tale spesa, una sola volta durante la vita del progetto, preferibilmente durante la prima rendicontazione. Questo vale per i costi per il personale e per le spese di viaggio e soggiorno (si veda la Guida all'ammissibilità delle spese).</p> <p>4) Le ritenute d'acconto dei professionisti (giornalisti) che lavorano a un progetto non possono essere considerate come costi per il personale. Di fatto, nel caso dell'opzione 1, questa categoria di costi è già coperta dal tasso forfettario del 20%.</p>
<p>Les grandes entreprises sont-elles éligibles au Programme ?</p>	<p>La nature des bénéficiaires éligibles est différente selon les Objectifs spécifiques du Programme. Concernant les acteurs privés, le Programme cible plus les TPE/PME mais indique également que la liste n'est pas exhaustive. Rien n'interdit donc à une grande entreprise de participer à un projet.</p> <p>Dans tous les cas, la réglementation relative aux aides d'Etat sera appliquée ce qui peut fortement limiter la participation de grandes entreprises.</p> <p>A noter également que le règlement FEDER exclu des dépenses éligibles, les dépenses d'investissement relatifs aux grandes entreprises.</p>

<p>Le grandi aziende possono partecipare al Programma?</p>	<p>I beneficiari ammissibili possono essere diversi in base agli Obiettivi specifici del Programma. Per quanto riguarda i soggetti privati, il Programma menziona prevalentemente le piccole e medie imprese, ma gli elenchi di possibili beneficiari sono indicati come non esaustivi. Pertanto, nulla impedisce a una azienda medio/grande di partecipare a un progetto.</p> <p>In ogni caso, verrà applicata la normativa sugli aiuti di Stato, che potrebbe limitare fortemente la partecipazione delle imprese di grandi dimensioni.</p> <p>Si noti inoltre che il regolamento del FESR esclude dalle spese ammissibili le spese di investimento delle grandi imprese.</p>
<p>Qu'entend-on par dépenses d'investissement ?</p> <p>Cosa si intende per spese di investimento?</p>	<p>Le considérant 38 du règlement (UE) 2021/1058 précise : « Dans le cadre du soutien du FEDER en faveur des investissements productifs, il est opportun de préciser que par investissements productifs, il y a lieu d'entendre les investissements en actifs ou immobilisations incorporelles des entreprises qui sont destinés à être utilisés pour la production de biens et services, et à contribuer ainsi à la formation brute de capital et à l'emploi ».</p> <p>Il considerando 38 del regolamento (UE) 2021/1058 precisa: “Nel contesto del sostegno del FESR agli investimenti produttivi è opportuno chiarire che gli investimenti produttivi dovrebbero essere intesi come investimenti in capitale fisso o in attività immateriali delle imprese al fine di produrre beni e servizi e contribuendo in tal modo agli investimenti lordi e all'occupazione”.</p>
<p>Comment est vérifiée la compatibilité des aides d'Etat ?</p>	<p>La compatibilité des aides d'Etat est vérifiée sur la base de l'article 107.1 du TFUE qui dispose que, sauf dérogations prévues par les traités, « sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que</p>



Come si verifica la compatibilità degli aiuti di Stato?

ce soit qui faussent ou menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions ».

La compatibilità degli aiuti di Stato viene verificata sulla base dell'articolo 107.1 del TFUE che dispone che, salvo deroghe contemplate dai trattati, “sono incompatibili con il mercato interno, nella misura in cui incidano sugli scambi tra Stati membri, gli aiuti concessi dagli Stati, ovvero mediante risorse statali, sotto qualsiasi forma che, favorendo talune imprese o talune produzioni, falsino o minaccino di falsare la concorrenza.”